

# Charles Picqué : « Le voici, le test de survie pour la Belgique »

BRUXELLES Le président du parlement s'adresse à Michel et à De Wever

► « Attention à la façon dont Bruxelles sera traité par le fédéral et le gouvernement flamand. »

► « A M. De Wever, je dis : nous ne sommes pas dupes, et nous n'avons pas peur. »

Et un nouveau front, un !, pour la suédoise : après l'incrimination pour faits et gestes extrême droitiers, et la première vague de protestation sociale, voici, sur un troisième registre, le « risque majeur », selon Charles Picqué (PS), président du parlement régional et « figure » politique bruxelloise...

**Vous interpellez le gouvernement fédéral, cette fois à propos du sort de Bruxelles.**

*Ceci avant tout : en novembre, le parlement bruxellois fêtera ses 25 ans, et je soutiens qu'avec la majorité fédérale actuelle, et la N-VA, jamais la Région bruxelloise n'aurait été créée. A méditer, non ? La création de la Région reste la dernière grande concession faite par la Flandre ; une Région devenue un élément de stabilité primordial du pays. Si le pays ne devait plus tenir qu'à un fil, ce fil, ce serait Bruxelles. Il faut donc être « très, très » attentifs à la manière dont la Région sera traitée.*

*Deux niveaux de pouvoir sont particulièrement impliqués : le gouvernement fédéral ; et la Région flamande, où Bruxelles et sa périphérie immédiate se trouvent enclavés. Le pays va vivre un test de survie, en trois points.*

**Un « test de survie », vous y allez ! Premier « point » ?**

*Le risque de mesures socioécono-*

*miques déséquilibrées dans leur impact pour les Régions : SNCB, Régie des bâtiments, politique sociale, etc. Or on ne peut que s'inquiéter quand on entend Jan Jambon affirmer que la Belgique ne vivra qu'aux conditions socio-économiques qui sont celles de la N-VA et que, sans cela, ce sera le confédéralisme ! Autrement dit, la N-VA tolère la Belgique seulement si elle est dirigée selon les intérêts de la Flandre. De Wever lui-même a parlé du gouvernement dont il rêvait, au service des intérêts flamands... Très inquiétant.*

**Le MR peut faire pencher la balance ?**

*Nous n'avons jamais connu un tel basculement du centre de gravité politique et institutionnel en faveur d'une Région et d'une Communauté. Le MR va donc porter une immense responsabilité : il a une terrible mission de vigilance, dont on peut se demander si elle ne sera pas au-dessus de ses moyens, vu les rapports de force internes à sa majorité. Oui, j'ai des doutes.*

**Le MR ne fait pas partie de la majorité bruxelloise, ce qui ne l'incite pas à soutenir la Région...**

**Mauvais procès ?**

*Il faut se poser la question à soi-même : je serais dans cette situation, cela n'enlèverait rien à mon devoir de loyauté pour servir ma communauté et ma Région. Au MR de choisir.*

**Bien. Deuxième test ?**

*La manière dont Bruxelles sera traité institutionnellement, et dans les « grands dossiers ». Qui affaiblit Bruxelles crée les condi-*

*tions d'une fracture du pays. Autant vous dire que l'accord gouvernemental ne me rassure pas.*

*Jusqu'à présent, les gouvernements fédéraux s'engageaient en ce sens : on s'est battus pour Beliris, les contrats de prévention et de sécurité, la politique de la ville, le refinancement de la Région... Et demain ? Rien dans l'accord de gouvernement. Où on lit, en revanche, qu'il faut renforcer le rôle de Bruxelles comme... « centre financier » ! Sans oublier une référence au bilinguisme des membres des services de secours ! Vous voyez le tableau ?*

**En bon avocat du diable, on vous répliquera : vous vous attendiez à autre chose ?**

*Je ne suis pas étonné, mais il faut absolument que nous remettons en avant la coopération, malgré les dissymétries de majorités.*

**Un appel pas désespéré ?**

*Non. Si, dans une situation qui pourrait sembler désespérée, nous ne faisons pas le pari du dialogue entre les niveaux de pouvoir, nous signerons à coup sûr l'arrêt de mort du pays. Il ne faut pas qu'on puisse donner à nos détracteurs la possibilité de dénoncer le manque de volonté de dialogue de Bruxelles.*

**Troisième test ?**

*La volonté politique du gouvernement flamand de mettre en place la communauté métropolitaine autour de Bruxelles, prévue dans la réforme de l'Etat, et outil précieux pour gérer une série de problèmes transrégionaux... Aéroport, ring, plans de mobilité, concurrence entre centres commerciaux, centres culturels... Attention, car les relations entre Bruxelles et sa périphérie pourraient représenter les lignes de fracture principales du pays. On mesure là, dans le concret, la ca-*

pacité à encore dialoguer, encore construire des projets ensemble. La capacité, ou non.

### On peut construire une communauté métropolitaine avec Geert Bourgeois ?

... (Silence) Fameux test ! Quoi qu'il en soit, certains seraient trop heureux de nous mettre en défaut de cette volonté de dialogue. Je ne veux pas de cette attitude suicidaire et mortifère. La crainte est toujours de voir les autres prétexter le manque de volonté de dialogue des Bruxellois pour ne rien faire de coopératif, et précipiter les choses. Les différents parlements, où sont représentés l'ensemble des partis, pourraient préparer le terrain ; je vais m'adresser à Jan Peumans et André Antoine, présidents des parlements flamand et wallon.

On voit bien votre disponibilité, votre « pari », mais pourquoi intervenir de cette façon aujourd'hui, aussi gravement ?

Parce que nous n'avons jamais connu une situation où un parti séparatiste et détracteur historique de Bruxelles domine le fédéral et la Région flamande, où la majorité bruxelloise a aussi peu de relais au fédéral. Un environnement géopolitique inédit. Rien ne laisse penser qu'en face, les partis sont favorables aux intérêts bruxellois - je pense à la N-VA -, ou qu'ils sont en mesure de les défendre - le MR. De ma part, c'est au moins une mise en garde. Je n'ai pas travaillé tant d'années pour la Région bruxelloise pour ne pas m'inquiéter du sort qui peut lui être fait. Et, à travers lui, le sort fait au pays.

Si vous deviez vous adresser à Charles Michel, et à Bart De Wever...

A Charles Michel, je dis : évitez le piège d'une politique au seul service de la Flandre. A De Wever :

nous faisons le pari du dialogue, mais sachez que nous ne sommes pas dupes, que nous n'avons pas peur.

Bart De Wever, son arme principale, c'est de menacer de fermer la maison Belgique si l'on n'accepte pas ses conditions... Ce qui serait synonyme de soumission totale. Du reste, dans la soumission, il y a l'humiliation et, au bout du compte, la fin du pays, car une communauté humiliée finirait elle-même par renoncer à l'existence du pays...

Au fond, c'est peut-être ce à quoi rêvent certains radicaux flamands : créer des conditions extrêmes, ce qui pousserait les francophones, qui ne verraient plus l'intérêt de maintenir son unité, à vouloir eux-mêmes la fin du pays. ■

Propos recueillis par  
DAVID COPPI

« Le MR va porter une immense responsabilité, il a une terrible mission de vigilance »

## MISE EN GARDE

### Plan A, plan B

Il ne l'a jamais quittée ? Il revient néanmoins - cet entretien en est le signe - sur la scène politique. Mettant en garde, en premier de cette façon, contre un gouvernement fédéral (N-VA, CD&V, VLD, MR) et un gouvernement flamand (N-VA, CD&V, VLD) qui ne joueraient pas le jeu de la « coopération » avec Bruxelles. Et qui briseraient alors le pays. Car, avec le maintien d'une sécu partiellement mise à mal, le développement de la Région-Capitale est l'autre « grand test de survie pour la Belgique ». En interview, Charles Picqué observe des temps de réflexion, pèse ses mots, évite toute provocation, affirme vouloir faire le « pari » du dialogue, n'exclut pas absolument - « Oui, j'ai des doutes » - que le MR puisse résister à la puissance flamande, mais laisse peu de

champ pour l'espoir face à une N-VA qui ne conçoit plus le pays qu'à ses conditions, au service de la Flandre.

Quand De Wever, ajoute Charles Picqué, vise le PS, « facteur de stabilité institutionnelle, ce dont, plaide le président du parlement bruxellois, Elio Di Rupo a fait la démonstration ces dernières années », il s'en prend à l'Etat fédéral en réalité, et Bruxelles est la cible. Si son « pari » devait échouer ? Charles Picqué ne veut pas entendre parler d'un « plan B », mais dit ceci : « Nous devons mener des politiques régionales qui nous permettent, en cas de malheur pour ce pays, d'anticiper les conséquences d'une rupture ; compter sur nos propres forces, pour faire face à l'éventuel scénario de la rupture... Mais, tranche-t-il, ce n'est pas le moment de parler de cela, je n'irai pas plus loin. » Plus loin ?

D.CI